

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1979 B 06814 Numéro SIREN : 316 643 170 Nom ou dénomination : ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON
--

Ce dépôt a été enregistré le 26/08/2021 sous le numéro de dépôt 91392



20210913922020

DATE DEPOT : 26/08/2021

N° DE DEPOT : 91392

N° GESTION : 1979B06814

N° SIREN : 316643170

DENOMINATION : ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON

ADRESSE : 36 rue du faubourg saint-antoine 75012 Paris

MILLESIME : 2020

Etablissements Charles CHEVIGNON
SAS au capital de 46.662.557 €
36, rue Faubourg Saint Antoine 75012 PARIS
RCS PARIS 316 643 170

(Ci-après « la Société »)

Procès-verbal d'Assemblée Générale Ordinaire
en date du 30 juin 2021 à 10 heures

L'an deux mille vingt et un,
Le 30 juin à 10 heures,

Les associés de la Société ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON, Société par Actions Simplifiée, au capital de 46.662.557 € divisé en 37 956 072 actions d'une seule catégorie, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire sur nouvelle convocation de la Présidence.

Il est rappelé cette nouvelle convocation fait suite à l'Assemblée Générale Annuelle des associés, convoquée initialement pour le 27 mai 2021 à 11 heures, qui n'a pas pu se tenir, le quorum n'étant pas atteint, puis reconvoquée pour le 31 mai 2021 à 12 heures, puis pour le 22 juin 2021 à 16 heures 30, qui n'ont pas non plus pu se tenir suite à la demande d'un associé, la Société SOMEONE IN THE CROWD.

Sont présents (par visioconférence) :

La SARL Stéphane COLLAERT CONSEIL, représentée par son Gérant en exercice, Monsieur Stéphane COLLAERT

Propriétaire de QUINZE MILLIONS CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT NEUF actions,

Ci : 15 182 429 actions

La SARL SIG, représentée par son Gérant en exercice,

Monsieur Franck GRIMONPREZ, ayant donné pouvoir à Stéphane COLLAERT, gérant de la SARL Stéphane COLLAERT CONSEIL,

Propriétaire de SEPT MILLIONS CINQ CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE DEUX CENT QUINZE actions,

Ci : 7 591 215 actions

TOTAL : 22 773 644 actions

**Greffes du tribunal
de commerce de Paris**
Comptes annuels déposés le :

26 AOUT 2021

Sous le N° :

91399

[Signature]

[Signature]

La SAS SITC, ayant pour Président en exercice, Monsieur Thierry LE GUENIC,
Propriétaire de QUINZE MILLIONS CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT VINGT
HUIT actions,

Ci : 15 182 428 actions

Est absente.

S'agissant d'une réunion sur quatrième convocation, et dans le silence des statuts, aucun
quorum n'est requis ; en conséquence, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée
et peut valablement délibérer.

Madame Nidal AKIYAW, représentante du CSE régulièrement convoquée, est présente en
visioconférence.

Madame Safia CHEBBAH, représentante du CSE régulièrement convoquée, est absente.

La Société DELOITTE et associés, Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement
convoquée est présente (en visio-conférence, par l'intermédiaire de Madame Bénédicte
SABADIE).

Monsieur Stéphane COLLAERT, en tant que Gérant en exercice de la SARL Stéphane
COLLAERT CONSEIL, Président de la Société ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON, préside
la réunion.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour
suivant :

- Rapport de gestion du Président sur la marche de la société au cours de l'exercice clos
le 31 août 2020 et sur les comptes de cet exercice ;
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels ;
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2020 et quitus au Président ;
- Affectation du résultat de l'exercice précédent ;
- Affectation du résultat de l'exercice ;
- Conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce ;
- Pertes cumulées supérieures à la moitié du capital social ;
- Ratification de la rémunération des dirigeants ;
- Pouvoirs pour les formalités légales.

Il dépose devant l'Assemblée et met à disposition de ses membres :

- une copie de la lettre de convocation des associés ;
- une copie de la lettre de convocation adressée aux représentants du CSE ;
- une copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- le rapport de gestion du Président ;
- le rapport du Commissaire aux comptes incluant les comptes annuels (bilan, compte
de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 août 2020 ;

The first of these is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The second is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The third is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The fourth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The fifth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The sixth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The seventh is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The eighth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.
The ninth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.
The tenth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.
The eleventh is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.
The twelfth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

The thirteenth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.
The fourteenth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.
The fifteenth is the fact that the
theoretical model of the system is
based on the assumption that the
system is in a steady state.

- le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées ;
- le texte du projet de résolutions.

Et également, communiquées à la demande spécifique de l'un des associés, la Société SOMEONE IN THE CROWD :

- les conventions mentionnées dans le rapport spécial du Commissaire aux comptes.

Le Président précise que tous les documents prescrits par le Code de commerce, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social dans les délais fixés par les textes.

L'Assemblée, sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la Présidence.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION – Approbation des rapports et des comptes de la Société

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 août 2020 à savoir le bilan, le compte de résultats et l'annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui font apparaître une perte de 7 165 781.19 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

DEUXIEME RESOLUTION – Affectation du résultat de l'exercice précédent

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice précédent « en attente d'affectation » en report à nouveau pour (5 327 017).

Cela portera le report à nouveau à (26 267 079.99).

Cette résolution est adoptée à la majorité.

5

TROISIEME RESOLUTION – Affectation du résultat de l'exercice

Nous vous proposons d'affecter en totalité le résultat déficitaire

De l'exercice d'un montant de :

(7 165 781.19) €

Au compte « report à nouveau » s'élevant à :

(26 267 079.99) €

Après affectation, le compte « report à nouveau » sera porté à :

(33 432 861,18) €

L'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

QUATRIEME RESOLUTION – Conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce

L'Assemblée Générale prend acte les conventions entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du Code de commerce qui ont été conclues au cours de l'exercice écoulé sont les suivantes :

- Convention de prestation de services entre ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON SAS et SMC Services.

Les charges enregistrées au titre de cette prestation se sont élevées à 118 854,21 €.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

CINQUIEME RESOLUTION – Pertes cumulées supérieures à la moitié du capital social

L'Assemblée Générale prend acte que les pertes constatées dans les comptes arrêtés au 31 août 2020 font apparaître que les capitaux propres sont devenus inférieurs à la moitié du capital social, et décide de la continuation de la Société malgré un actif net devenu inférieur à la moitié du capital social.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

SIXIEME RESOLUTION – Ratification de la rémunération des dirigeants

L'Assemblée Générale approuve en tant que de besoin, les rémunérations versées durant l'exercice clôturé le 31 août 2020 (hors frais de mission et de représentation remboursés sur justificatifs) :

- À la Société SOMEONE IN THE CROWD au titre de son mandat de Directeur Général, pour la somme annuelle de CENT SOIXANTE CINQ MILLE (165 000) € hors taxes.
- A la Société STEPHANE COLLAERT CONSEIL au titre de son mandat de Directeur Général puis au titre de son mandat de Président, pour la somme annuelle de CENT TRENTE CINQ MILLE (135 000) € hors taxes.

52

Cette résolution est adoptée à la majorité.

SEPTIEME RESOLUTION - Pouvoirs pour les formalités légales

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

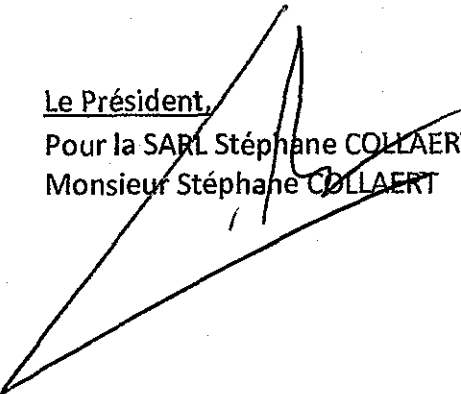
Cette résolution est adoptée à la majorité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11 heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président, après lecture.

Le Président,

Pour la SARL Stéphane COLLAERT CONSEIL,
Monsieur Stéphane COLLAERT



Certificat conforme à l'original

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0	0	0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	463 854	0	463 854	417 229
Concessions, brevets et droits similaires	7 073 481	4 140 339	2 933 142	2 831 998
Fonds commercial	10 924 348	4 895 000	6 029 348	8 071 270
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	45 000
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	18 461 683	9 035 339	9 426 344	11 355 496
Terrains	0	0	0	0
Constructions	252 493	199 288	53 205	18 964
Installations techniques, matériel	47 817	7 827	39 990	1 711
Autres immobilisations corporelles	8 852 540	8 413 587	438 953	218 883
Immobilisations en cours	0	0	0	20 657
Avances et acomptes	0	0	0	8 063
TOTAL immobilisations corporelles	9 152 850	8 622 702	532 148	268 215
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	3 000	3 000	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	718 777	0	718 777	764 921
TOTAL immobilisations financières	721 777	3 000	718 777	764 921
Total Actif Immobilisé (II)	28 336 309	17 659 041	10 677 268	12 388 632
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	237 654
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	3 194 596	626 579	2 568 017	4 654 483
TOTAL Stock	3 194 596	626 579	2 568 017	4 892 137
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	3 192 603	530 609	2 661 994	2 690 461
Autres créances	1 947 977	139 140	1 808 838	1 785 747
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	5 140 580	669 749	4 470 832	4 476 208
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	1 601 306	0	1 601 306	3 147 581
TOTAL Disponibilités	1 601 306	0	1 601 306	3 147 581
Charges constatées d'avance	232 988	0	232 988	370 040
Total Actif Circulant (III)	10 169 469	1 296 327	8 373 142	12 885 967
Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	0	0	0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0	0	0	0
Ecart de conversion actif (VI)	0	0	0	0
Total Général (II à VI)	38 505 778	18 955 368	19 550 410	25 274 599

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 0	42 662 557	42 662 557
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		543 246	543 246
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		896 271	896 271
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves		896 271	896 271
Report à nouveau		-20 940 063	-20 940 063
Résultat en attente d'affectation		-5 327 017	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-7 165 781	-5 327 017
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		24 292	24 292
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		10 693 504	17 359 285
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		358 660	848 771
Provisions pour charges		0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		358 660	848 771
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		97 546	483 608
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	750 000	-3 572
TOTAL Dettes financières		847 546	480 036
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 570 994	4 677 951
Dettes fiscales et sociales		1 731 052	1 143 635
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	51 201
Autres dettes		264 169	163 803
TOTAL Dettes d'exploitation		7 566 215	6 036 590
Produits constatés d'avance		84 484	59 980
TOTAL DETTES (IV)		8 498 246	6 576 606
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		19 550 410	25 284 663

2. The second part of the document addresses the challenges of data management in a digital age. It highlights the need for secure storage and protection of sensitive information, as well as the importance of regular backups and disaster recovery plans. The author notes that while digital tools offer convenience, they also introduce new risks, such as cyberattacks and data breaches, which must be proactively managed.

5. The fifth part of the document touches upon the importance of staying current with industry trends and regulations. It advises organizations to regularly update their knowledge and skills to adapt to a rapidly changing market. The text also mentions the importance of compliance with relevant laws and standards, which may vary by region and industry.

6. The sixth part of the document provides a summary of the key points discussed and offers some final thoughts on the future of business operations. It reiterates the importance of a holistic approach that combines technology, communication, and sound financial management to achieve long-term success. The author concludes by expressing optimism about the potential of modern business practices to drive growth and innovation.

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		Exercice N		Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	9 121 195	1 310 068	10 431 263	16 933 514
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	239 699	3 787	243 486	235 978
Chiffres d'affaires nets	9 360 894	1 313 854	10 674 749	17 169 492
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			19 320	34 260
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			970 883	1 667 263
Autres produits			1 474 807	2 111 838
Total des produits d'exploitation (I)			16 139 759	20 982 853
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			4 323 071	7 194 339
Variation de stock (marchandises)			2 215 833	803 347
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			27 409	197 183
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			237 654	113 870
Autres achats et charges externes			6 801 405	8 939 335
Impôts, taxes et versements assimilés			313 746	271 832
Salaire et traitements			3 015 136	4 138 315
Charges sociales			824 921	1 390 032
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	472 801	264 588
		Dotations aux provisions	0	0
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	790 367	172 264
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	246 660	172 125
Autres charges			175 378	932 210
Total des charges d'exploitation (II)			19 444 352	24 589 459
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-6 304 623	-3 606 586
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	11 172
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			7 240	645
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			1 268	98 830
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			8 508	110 647
Dotations financières aux amortissements et provisions			103 140	0
Intérêts et charges assimilés			3 937	518 023
Différences négatives de change			68 346	19 225
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			175 423	537 248
RÉSULTAT FINANCIER			-166 915	-426 602
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-6 471 538	-4 033 188

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	1 000 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 970 000	487 870
Total des produits exceptionnels (VII)	1 970 000	1 487 870
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35 379	826 533
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 717 229	1 076 084
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 703 187	954 838
Total des charges exceptionnelles (VIII)	3 455 795	2 857 455
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-1 485 795	-1 369 585
autres produits sur exercice antérieur	791 552	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	2 025
Impôts sur les bénéfices (X)	0	-77 780
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	15 909 816	22 581 370
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	23 075 600	27 908 887
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-7 165 781	-5 327 017

ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON

Société par actions simplifiée

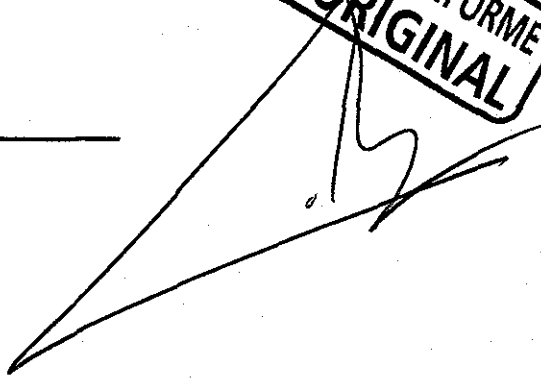
36 rue du Faubourg Saint-Antoine

75012 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2020

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the stamp and extends downwards and to the left.

ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON

Société par actions simplifiée

36 rue du Faubourg Saint-Antoine

75012 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2020

Aux associés de la société ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON relatifs à l'exercice clos le 31 août 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 b Faits caractéristiques de l'exercice de l'annexe des comptes annuels qui expose les conséquences du travail de reconstitution de la comptabilité et de débouclage des positions comptables de l'exercice clos le 31 août 2019.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

The first part of the report is a general statement of the purpose of the study.

The second part of the report is a description of the methods used in the study.

The third part of the report is a description of the results of the study.

The fourth part of the report is a discussion of the results of the study.

The fifth part of the report is a conclusion of the study.

The sixth part of the report is a list of references.

The seventh part of the report is a list of appendices.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 21 « Evénements post-clôture » de l'annexe des comptes annuels expose la situation de trésorerie du Groupe au 31 août 2020 ainsi que le contexte dans lequel les comptes annuels ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. Dans le contexte incertain et évolutif dans lequel évolue la société, nous avons apprécié les hypothèses retenues par la société ainsi que l'information communiquée dans l'annexe à cet égard.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

Handwritten text at the top right of the page, possibly a date or reference number.

First paragraph of the document, starting with a capital letter.

Second paragraph of the document, continuing the narrative.

Third paragraph of the document, providing further details.

Fourth paragraph of the document, discussing a specific point.

Fifth paragraph of the document, mentioning names or locations.

Sixth paragraph of the document, concluding a section.

Seventh paragraph of the document, possibly a signature or date.

Eighth paragraph of the document, providing a final statement.

Ninth paragraph of the document, likely a footer or closing.

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

10/10/10

The first part of the report deals with the general situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

General Situation

The country has made great progress in the last few years. The economy is growing and the standard of living is improving. The government is doing a good job of managing the country's affairs. The people are happy and the country is peaceful. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The second part of the report deals with the country's economic development. It is a very interesting and informative study of the country's economic development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's economic development.

The third part of the report deals with the country's social development. It is a very interesting and informative study of the country's social development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's social development.

The fourth part of the report deals with the country's political development. It is a very interesting and informative study of the country's political development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's political development.

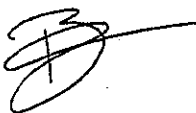
The fifth part of the report deals with the country's cultural development. It is a very interesting and informative study of the country's cultural development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's cultural development.

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 19 mai 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Bénédicte SABADIE

Etablissements Charles CHEVIGNON S.A.S
au 31 août 2020

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE
DU 1er SEPTEMBRE 2019 AU 31 AOUT 2020

Etablissements Charles CHEVIGNON SAS
36 rue du faubourg saint Antoine
75012 PARIS
N° SIRET : 31664317000202

Sommaire

1.	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	3
2.	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES.....	4
3.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	S
4.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	S
5.	DEPRECIATION D'ACTIFS IMMOBILISES.....	6
6.	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES.....	6
7.	IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
8.	IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
9.	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE.....	7
10.	STOCKS.....	3
11.	OPERATIONS EN DEVISES	9
12.	CREANCES.....	9
13.	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	11
14.	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
15.	CAPITAL SOCIAL	11
16.	PROVISIONS.....	12
17.	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES.....	13
18.	DETTE D'EXPLOITATION ET DIVERS.....	13
19.	PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES	15
20.	PERSONNEL	16
21.	RESULTAT FINANCIER.....	17
22.	RESULTAT EXCEPTIONNEL	17
23.	CONSOLIDATION.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
24.	INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES LIEES AU 31/08/2013	18
25.	IMPOTS SUR LES BENEFICES	18
26.	ENGAGEMENTS FINANCIERS.....	21
27.	ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE.....	22

Les montants présentés dans l'annexe sociale sont exprimés en milliers d'euros.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

a/ La crise de la COVID 19 a entraîné la fermeture de tous nos magasins entre le 16 mars et le 11 mai 2020. La fermeture de l'ensemble des magasins et des corners pendant le 1er confinement (du 16 mars au 11 mai 2020) nous a fait perdre 2 millions d'euros de chiffre d'affaires. La reprise de l'activité a ensuite été difficile avec un indice de 40 réalisé sur les succursales entre juin et août soit -1,6 millions d'euros de chiffre d'affaires et une perte sur les corners de 0,5 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Face à une situation de baisse des ventes due à une consommation en berne et à des pertes récurrentes de certains magasins, un plan de cession a été décidé. C'est ainsi qu'en 2020 les magasins lourdement déficitaires de Créteil (perte moyenne de 100keuros par an) et de Toulouse Labège (perte moyenne de 100keuros par an) ont été fermés. D'autres magasins ont également été fermés : Grenoble Grand Place, Rouen et Troyes.

Chevignon a donc sollicité un report des échéances URSSAF (dette de 316 k€) et la mise en chômage partiel pour les salariés sur les périodes de fermetures de magasins (370 K euros).

b/« Suite à la cession de la société CHEVIGNON et à un retard dans la migration du système d'information y compris comptable, un certain nombre de postes d'actifs et de passifs n'avaient pu être justifiés lors de la clôture 2018/2019.

Au cours de l'exercice comptable 2019/ 2020, un travail de reconstitution de la comptabilité et de déboucement des positions comptables N-1 a été effectué.

Les régularisations concernent principalement des comptes de régularisation actif et passif :

- compte « factures non parvenues » : 1 765 ke de produits
- compte « factures à établir » : 172 ke de charges
- compte « charges constatées d'avance » : 369 ke de charges

mais également les éléments suivants :

- régularisation compte fournisseur la halle : 20 ke de produits
- reprise provision CICE 2018 : 242 ke de charges
- régularisation TVA : 209 ke de charges

le total de ces régularisations a généré un impact de 793 ke de produits dans les comptes de l'exercice.

c/ Les comptes 2018/2019 n'ont pas été approuvés lors du l'AG du 17/07/2020.

Le résultat 2018/2019 est présenté sur une ligne résultat en instance d'affectation au bilan 2019/2020.

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2020 sont établis conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03, n°2015-06 et n°2016-07 relatifs au Plan Comptable Général. Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

L'enregistrement des éléments inscrits en comptabilité a été pratiqué par référence à la méthode des coûts historiques.

Application du principe de continuité de l'exploitation

Les comptes annuels de la Société sont arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation au titre de l'exercice clos le 31 août 2020, dans le contexte tel que décrit dans la note 21 événements post clôture.

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'apport ou leur coût d'acquisition.

Concessions, brevets et droits similaires :

- Les marques sont des actifs à durée de vie indéfinie protégés juridiquement et ne donnent donc lieu à aucune constatation d'amortissement.
- Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée de 2 à 5 ans.

Fonds commercial :

Les montants figurant au bilan se composent :

- de fonds de commerce dont la durée de vie est présumée illimitée ne donnant lieu à aucune constatation d'amortissements,
- de droits au bail de magasins et/ou autres éléments protégés juridiquement ne donnant également lieu à aucune constatation d'amortissements.

Les frais d'acquisition (honoraires, frais d'agence, etc....) des droits au bail et fonds de commerce sont intégrés dans le coût d'acquisition de l'immobilisation.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur valeur d'apport ou leur coût d'acquisition.

Les éléments d'actif immobilisés font l'objet de plans d'amortissements déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens.

Les méthodes et durées pratiquées peuvent être récapitulées comme suit :

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Constructions	20 ans Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage	5 ans Linéaire
Installations générales agencements, aménagements	5 ans Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 ans Linéaire
Mobilier	4 à 5 ans Linéaire

Les immobilisations corporelles appelées à être cédées, font l'objet d'une revue détaillée visant à évaluer leur valeur de marché. Si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

5. DEPRECIATION D'ACTIFS IMMOBILISES

Les immobilisations sont soumises à des tests de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de la période ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- les taux d'intérêts du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

- La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour des immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations déjà comptabilisées.
- La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société fondée sur les cash-flows réels et prévisionnels.
- Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée.

Conformément au règlement ANC 2015-06, les fonds de commerce, dont la durée de vie est présumée illimitée, font l'objet d'un test de dépréciation, qu'il y ait ou pas un indice de perte de valeur. La dépréciation constatée devient alors irréversible.

6. AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Les amortissements dérogatoires sont calculés par différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement économique des actifs concernés par cette méthode.

KE	31/08/2019	DOTATIONS	REPRISES	31/08/2020
Amortissements dérogatoires	24			24
TOTAL	24			24

7. IMMOBILISATIONS MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS	VAL BRUTE DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	CESSIONS, MISES H5	VIREMENTS POSTE A POSTE	VAL BRUTE FIN EXERCICE
INCORPORELLES					
Frais de recherche	417	46			463
Brevets et marques	6 390				6 390
Logiciels et licences	319	366	1		684
Droits au bail	6 416		1 160		5 256
Fonds de commerce	6 220		552		5 668
Immobilisations incorporelles en cours	45			45	0
Acomptes sur immobilisations incorporelles					
SOUS TOTAL	19 807	412	1 713	45	18 461
CORPORELLES					
Constructions	206	46			252
Installations techniques, matériel et outillage	6 201	134	889		5 446
Matériel de bureau et informatique	237	137	3		371
Matériel de transport					
Mobilier	3 283	191	391		3 083
Immobilisations en cours	29	136		165	0
Avances et acomptes sur immobilisations					
SOUS TOTAL	9 956	644	1 283	165	9 152
FINANCIERES					
Titres de participations					
Autres immobilisations financières	768	131	177		722
Fonds de roulement					
SOUS TOTAL	768	131	177		722

TOTAL	30 531	1 187	3 173	210	28 335
--------------	---------------	--------------	--------------	------------	---------------

AMORTISSEMENTS/ DEPRECIATIONS	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS	DIMINUTIONS, SORTIES ET REPRISES	FIN EXERCICE
INCORPORELLES				
Frais de développement	0	88		88
Brevets et marques	3 579			3 579
DAB	2 240	453	839	1 854
FDC	2 325	1 247	531	3 041
Logiciels	298	177	2	473
SOUS TOTAL	8 442	1 965	1 372	9 035
CORPORELLES				
Constructions	187	12		199
Installations techniques, matériel et outillage	6 058	122	880	5 300
Matériel de bureau et informatique	234	41	3	272
Matériel de transport				
Mobilier	3 209	33	393	2 849
Avances et acomptes sur immobilisations				
SOUS TOTAL	9 688	208	1 276	8 620
TOTAL	18 130	2 173	2 648	17 655

8. STOCKS

Valeur brute

Les stocks de marchandises dans les entrepôts et en magasins sont évalués au coût d'acquisition (prix d'achat majoré de frais accessoires).

La valeur brute des stocks s'élève à 3 194 k€.

Dépréciations

La méthode de calcul de dépréciation des stocks repose sur le pourcentage des ventes à pertes calculé sur les trois dernières saisons que l'on applique sur le stock résiduel.

Le montant de la dépréciation des stocks au 31 aout 2020 s'élève à 627 milliers d'euros versus 756 milliers d'euros au 31 aout 2019.

9. OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. En cas de couverture de change, les dettes et créances sont converties au cours de couverture.

L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques.

10. CREANCES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Le cas échéant, elles ont été dépréciées sous forme de provisions pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

Etat des créances par échéance :

Etat des créances par échéance	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
Créances douteuses ou litigieuses	436		436
Autres créances clients	2 225	2 225	
Personnel et comptes rattachés	60	60	
Etat – Impôt sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	435	435	
Etat – Autres impôts	7	7	
Débiteurs divers	1 307	1 307	
Charges constatées d'avance	233	233	
TOTAL CREANCES	4 703	4 267	436

Etat des Produits à recevoir :

En milliers d'euros	31/08/2020	31/08/2019
Immobilisations financières		
- Créances rattachées à des participations		
- Autres immobilisations financières		
Sous-total		
Créances		
- Factures à établir	177	342
- Avoirs non parvenus		
- Divers		
Sous-total	177	342
TOTAL	177	342

11. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31/08/2020	31/08/2019
Charges d'exploitation	233	370
Charges financières		
Total	233	370

Les charges constatées d'avance concernent les postes Loyers Immobiliers et Charges Locatives.

12. CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à 42 662 557 d'euros. Il est composé de 37 956 072 actions de valeur nominale de 1,124 euro chacune.

Evolution du capital social et des capitaux propres

(En milliers d'euros et en milliers d'actions)

	Capital		Primes, réserves, provisions réglementée (000)
	Nombre d'actions	Montant (000)	
Montant au début de l'exercice	37 956	42 662	-24 827
Variation du capital – apurement des pertes			
Distribution de dividendes			
Provisions réglementées			24
Résultat de l'exercice			-7 166
Montant en fin d'exercice	37 956	42 662	-31 969
Total capitaux propres			10 693

Détail des primes, réserves et provisions réglementées

En milliers d'euros	31/08/2020	31/08/2019
Primes d'émission, de fusion, d'apport	543	543
Réserve légale, autres réserves	896	896
Report à nouveau	-20 940	-20 940
Résultat en instance d'affectation	-5 327	0
Provisions réglementées	24	24
PRIMES RESERVES ET PROVISIONS REGLEMENTEES	-24 804	- 19 477

PROVISIONS

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31/08/2019	DOTATIONS	REPRISES	REPRISES UTILISEES	REPRISES NON UTILISEES	31/08/2020
Prov. pour litiges loyers	54	57	54		54	57
Prov. pour litiges marques et droits économiques	600		600		600	0
Prov. pour litiges prud'homaux	195	190	83	73	10	302
Autres prov. risques et charges	0					0
TOTAL	849	247	737	73	664	359
<i>Exploitation</i>		247	737	73	664	
<i>Financier</i>						
<i>Exceptionnel</i>						

Provision Prud'hommes

Tous les dossiers faisant l'objet d'un litige devant les prud'hommes sont recensés et sont provisionnés suivant le risque estimé.

Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées

L'indemnité de fin de carrière (I.F.C.) n'est pas provisionnée au bilan comme la réglementation l'autorise.

L'engagement des I.F.C au 31 août 2020 n'a pu être calculé.

Le taux d'actualisation retenu dans le cadre du calcul de ces I.F.C. est de 1.25%.

En matière de provision pour indemnité de retraite, la société applique la recommandation CNC n° 2003-R.01.

Engagements retraite en faveur des dirigeants : *Néant*

13. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En milliers d'euros	EMPRUNTS ET DETTES			
	AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT		DIVERS	
	31/08/2020	31/08/2019	31/08/2020	31/08/2019
A moins de 1 an	96	484	750	-3
de 1 à 5 ans				
Plus de 5 ans				
TOTAL	96	484	750	-3

Emprunts souscrits en cours d'exercice	0
--	---

14. DETTES D'EXPLOITATION ET DIVERS

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les charges fiscales et sociales sur indemnités de congés payés sont rattachées aux dettes fiscales et sociales.

Etat des dettes par échéance	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an et 5 ans au plus	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	5 571	5 571		
Personnel et comptes rattachés	550	550		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	733	733		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	71	71		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	377	377		
Dettes immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Groupe et associés				
Autres dettes	264	264		
Produits constatés d'avance	84	84		
TOTAL DETTES	7 650	7 650		

Charges à payer

En milliers d'euros	31/08/2020	31/08/2019
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 296	2 906
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	45
Dettes fiscales et sociales	753	688
Autres dettes		
TOTAL	2 049	3 639

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 37 K€ pour l'exercice 2019/2020 versus 35 K€ en 2018/2019.

Produits constatés d'avance

Les Produits constatés d'avance représentent 84 k€ sur l'exercice.

15. PRODUITS DES ACTIVITES COURANTES

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

Ventilation du chiffre d'affaires

CA en milliers d'euros	31/08/2020			31/08/2019		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Ventes de marchandises	9 121	1 310	10 431	15 274	1 667	16 941
Prestations de services et divers	240	4	243	162	66	228
Total	9 361	1 314	10 675	15 436	1 733	17 169

Transferts de charges

En milliers d'euros	31/08/2020	31/08/2019
Personnel (Fongecif)		
Autres	34	43
TOTAL	34	43

Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation représentent 1 474 K€ sur l'exercice.

PERSONNEL

Effectif fin d'exercice

CATEGORIE	31/08/2020	31/08/2019
Cadres	15	24
Assimilés cadres	27	33
Employés	63	116
Stagiaires	1	1
Personnel mis à disposition		
Total	106	174

Engagements en matière de droit individuel à la formation

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation met en œuvre le compte personnel de formation (CPF) qui remplace le DIF à compter du 1er janvier 2016.

Le compteur des heures du CPF est individualisé et accessible sur le site www.moncompteformation.gouv.fr/

Rémunérations des organes d'administration et de direction

*Société Stéphane Collaert Conseil SARL , en tant que Directeur Général, 114 K€ HT
Someone In The Crowd SAS en tant que Directeur Général : 115 K€ HT*

16. RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31/08/2020	31/08/2019
Produits financiers de participations		11
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	1	99
Produits nets de cession des valeurs mobilières		
Sous-total produits	8	110
Dotations financières aux amortissements et provisions	103	
Intérêts et charges assimilées	4	518
Différences négatives de change	68	19
Charges nettes sur cessions de VMP		
Sous-total charges	175	537
RESULTAT FINANCIER	-167	-427

17. RESULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	31/08/2020	31/08/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 970	487
Sous-total produits	1 970	1 487
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35	826
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 717	1 076
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 703	955
Sous-total charges	3 455	2 857
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 485	-1 370

Le résultat exceptionnel est constitué essentiellement de :

- Reprise provision litige marque (+600 ke)
- Pertes exceptionnelles fermetures magasins (-1 717 k€)
- Charges sur exercice antérieur : (-38 k€)
- Dotation / reprises DAB FDC (-330 k€)

18. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES AU 31/08/2020

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.
A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R.
123-198 11 du code de commerce.

19. IMPOTS SUR LES BENEFICES

A la suite de sa cession, la SAS Etablissements Charles CHEVIGNON a quitté le régime d'intégration fiscal de la société NOPARTEX et est revenue dans le régime d'IS de droit commun.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	Résultat Courant	Résultat Exceptionnel	Participation/autres produits ex antérieurs	TOTAL
Résultat avant impôt	-6 471	- 1 486	792	-7 165
Réintégrations	171	1 702		1 873
Déductions	-48	-1 970		-2 018
TOTAL	-6 348	-1 754	792	-7 310
Impôt				
Contribution additionnelle				
Crédits d'impôt				
Impôt sur les sociétés				
RESULTAT FISCAL				-7 310

Situation fiscale latente ou différée

VARIATION DES BASES D'IMPÔTS DIFFÈRES OU LATENTS (en milliers d'euros)						
	DÉBUT EXERCICE		VARIATIONS		FIN EXERCICE	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
I. DECALAGES CERTAINS OU ÉVENTUELS						
1. Provisions réglementées						
Amortissements dérogatoires		24				24
2. Subventions d'investissement						
3. Charges non déductibles temporairement						
31. A déduire l'année suivante						
Participation des salariés		0				0
Autres		48		20		68
32. A déduire ultérieurement						
Provision pour retraite						
Autres						
4. Produits non taxables temporairement						
Plus values en sursis d'imposition		1 228				1 228
5. Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisées						
TOTAL		1 300		20		1 320
II. ÉLÉMENTS A IMPUTER						
1. Déficit reportables		5 366		7 311		12 677
2. Amortissements différés						
3. Moins values à long terme						
4. Autres						
III. ÉLÉMENTS DE TAXATION ÉVENTUELLE						

20. ENGAGEMENTS FINANCIERS

La société Chevignon bénéficie d'un accord financier avec Mr Grimonprez de 2 M€.
Un versement d'avance 750 k€ a déjà été consommé.

Devises

Néant

Cautions bancaires reçues (en milliers d'euros)

Néant

BANQUES	ENCOURS BAUX	ENCOURS DOUANES	GARANTIES A 1ERE DEMANDE
TOTAL			

Cautions bancaires données (en milliers d'euros)

BANQUES	ENCOURS BAUX	ENCOURS DOUANES
TOTAL		

Crédits documentaires

- néant

Nantissements

Néant

21. ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

L'émergence et l'expansion du Covid-19 début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cette situation a eu des impacts significatifs sur notre activité depuis le 16 mars 2020, notamment sur la cession de certains points de ventes ainsi que sur le niveau d'activité de ceux maintenus.

Malheureusement, les efforts déployés depuis les deux dernières années pour soutenir l'activité et réduire les coûts ne sont pas suffisants dans cette situation de crise économique aggravée par la covid 19 qui pèse sur la consommation des ménages et impose des fermetures administratives de magasins qui n'enregistrent plus de rentrée de chiffre d'affaires.

Dans ce contexte d'incertitude, la société a procédé à la mise à jour de ses prévisions de trésorerie pour les douze prochains mois, au mieux des informations disponibles à date.

Ces prévisions intègrent les hypothèses structurantes suivantes :

- ✓ le financement d'un PSE courant 2021 pour 0,6m€;
- ✓ l'apurement des dettes d'exploitation exigibles au 30/04/2021 d'un montant de 3,7M€ suite aux accords trouvés avec les créanciers
- ✓ La poursuite de notre licence historique avec notre partenaire colombien et le développement d'autres licences réalisées sur 2021 (parfums, linge de maison, maroquinerie, chaussures, lunettes, montres) qui sont des contributeurs importants à l'EBITDA.
- ✓ La relance des Marketplace avec nos partenaires historiques et de nouveaux
- ✓ La poursuite du programme de cession d'actifs pour environ 1 M€ ;
- ✓ la mise à disposition par notre actionnaire d'une avance en compte-courant supplémentaire d'un montant de 1,2M€ portant cette avance à 2 M€ non remboursable dans un délai de 12 mois après l'approbation des comptes, à défaut de toute autre source de financement de trésorerie (notamment aide gouvernementale aux coûts fixes) à l'arbitrage du Président.

La Direction a estimé que la réalisation de la cession d'actifs ainsi que l'apport en compte courant étaient hautement probables et a ainsi établi les comptes en application du principe de la continuité d'exploitation.



R.G: 2021026861
- PRO: 2021000475

218518

00





2021010533

RCS: 316643170
Gestioni 1979B06814

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE
PARIS**
1 QUAI DE LA CORSE 75198 PARIS CEDEX 04

R.G: 2021010533
PRO: 2021000149

ORDONNANCE EN PROROGATION DE DELAI

Nous, président du tribunal de commerce de Paris,

Vu la requête déposée et les motifs y exposés,

Prorogeons jusqu'au : *31 mai 2021*

Le délai de réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/08/2020 de la société dénommée **SAS ETABLISSEMENTS CHARLES CHEVIGNON**.

Disons qu'une copie de la présente ordonnance sera déposée par le greffier au dossier de la société, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Liquidons les dépens de la présente ordonnance à la somme de 32.22€ (dont TVA 4,39€).

Le greffier,
Madame Ghislaine
GEOFFROY



Fait à Paris le **1 MARS 2021**
Pour le président du tribunal
Le juge chargé de la surveillance du
Registre du Commerce et des
Sociétés:

M. Michel TEVTU

Carré du Tribunal de Commerce de Paris

GRAT 24 03 2021 10:24:59 Page 1/1

10%0128

10/03/2021

Pour expédition certifiée conforme.
Le Greffier,

